RCA SEP 17 1301⊕ 248455 COME UR 21877 COMEU B 21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.

A : BUREAU C.E. - WASHINGTON

REF: 19:01 17-09-82 000041457 - 000043109

430

TLX REF NR 160568/SG B 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 95 DU 17.09.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PREGSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1.1 TRAVAUX DE LA COMMISSION

LE PRESIDENT THORN VIENT D'ENTAMER A LUXEMBOURG ET LONDRES UNE TOURNEE DES CAPITALES DES DIX EN VUE DE PREPARER LE PROCHAIN CONSEIL EUROPEEN (DECEMBRE 82 A COPENHAGUE).

QUANT A LA COMMISSION ELLE A ARRETE UN CALENDRIER EN VUE D'AP-PROFONDIR CET AUTOMNE LES THEMES DE REFLEXION ABORDES A STUYVENBERG (VOIR LES 2 DERNIERS TELEX) : - LE 8.9 : PREMIER ECHANGE DE VUES A PARTIR D'UN PROJET DE ME-MORANDUM DE M. PISANI SUR LES ORIENTATIONS D'UNE NOUVELLE POLI-TIQUE DE DEVELOPPEMENT, DIX ANS APRES LE SOMMET DE PARIS QUI AVAIT POSE LES BASES DE L'ACTUELLE POLITIQUE ET A LA VEILLE DE LA RENEGOCIATION AVEC LES PAYS ACP (UN PROJET DE MANDAT DEVRAIT ETRE ELABORE AU 1ER SEMESTRE 1983 QUI S'INSERERA DANS LE CADRE DE CETTE NOUVELLE POLITIQUE). LA COMMISSION A MARQUE SON ACCORD GENERAL SUR CES ORIENTATIONS. PARMI LES ORIENTATIONS RETENUES PAR LE COLLEGE, ON RELEVE NOTAMMENT LE CARACTERE PRIVILEGIE DES RAPPORTS AVEC CERTAINS PAYS, LA PERMANENCE DE L'ACTION DE DEVE-LOPPEMENT ET LA CONCLUSION D'UNE CONVENTION SANS LIMITATION DE DUREE, LA GLOBALISATION ET LA BUDGETISATION DES AIDES AINSI QUE LEUR INDEXATION SUR LE PIB DE LA COMMUNAUTE. LA COMMISSION DE-VRAIT ADOPTER VERS LA FIN DU MOIS UN DOCUMENT DE SYNTHESE DES DECISIONS A DEMANDER AU CONSEIL.

- LE 22.9 : AVANT-PROJET DE RAPPORT SUR L'ELARGISSEMENT (M. NATALI).
- : DEBAT D'ORIENTATION SUR L'APPROFONDISSEMENT ET
- L ACHEVÈMENT DU MARCHE INTERIEUR (M. NARJES).
- : DEBAT D'ORIENTATION SUR LE MAINTIEN DU MARCHE INTERIEUR ET LA POLI-TIQUE COMMERCIALE AVEC LES PAYS TIERS (MM. HAFERKAMP - NARJES).
- : PREPARATION DE LA REUNION OFFICIEUSE DES MINISTRES
- DES AFFAIRES SOCIALES DES 27/28.9 (M. RICHARD).
- LE 23.9 : DEBAT D'ORIENTATION SUR LA SITUATION ET LES PERS-PECTIVES DE LA PAC (M. DALSAGER).
- DEBUT OCTOBRE : AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL (M. RICHARD).
- MI-OCTOBRE : PROBLEME BUDGETAIRE BRITANNIQUE (M. TUGENDHAT)
 - : PROBLEME GENERAL DES NOUVELLES RESSOURCES PROPRES.

1 RO-RS
TR. BS 3
I.S. —
FIN. —
AGR. —
ENE. —
R.D —
ADM. —
S.A. —
S.A. —
G

71 Global Commun

1.2 TRAVAUX DU CONSEIL

AFFAIRES ETRANGERES

LES MINISTRES TRAITERONT NOTAMMENT, DANS LE CADRE DE LA COOPERA-TION POLITIQUE, DE LA SITUATION AU PROCHE ORIENT ET DES RELATIONS AVEC L'AMERIQUE LATINE.

ILS RENCONTRERONT LA DELEGATION PORTUGAIGE DANS LE CADRE DE LA 9EME SESSION DE LA CONFERENCE AU NIVEAU MINISTERIEL.

L'ORDRE DU JOUR DE LA SESSION DU CONSEIL ''AFFAIRES GENERALES''
PREVOIT PRINCIPALEMENT LES RELATIONS AVEC LES ETATS UNIS ET
AVEC L'AMERIQUE CENTRALE.

LES MINISTRES AURONT ENFIN UN NOUVEAU DEBAT SUR LE PROBLEME DE LA COMPENSATION EN FAVEUR DU RÔYAUME-UNI EN 1982.

AGRICULTURE

LES MINISTRES TRAITERONT NOTAMMENT DE :

- L'IMPORTATION DE BEURRE DE NOUVELLE ZELANDE EN 1983.
 LES TAUX DE CHANGE A APPLIQUER DANS LE DOMAINE AGRICOLE (POUR LESQUELS LA COMMISSION VIENT DE SOUMETTRE DES PROPOSITIONS SUR LES MESURES ENVISAGEABLES EN CAS D'AJUSTEMENTS MONETAIRES).
 L'AMENAGEMENT DE L'ACQUIS POUR LES PRODUITS MEDITERRANEENS.
 LES ACCORDS-CADRES POUR LA FOURNITURE PLURI-ANNUELLE DE PRODUITS AGRICOLES.
- PECHE

LA SESSION DE LA SEMAINE PROCHAINE A ETE REPORTEE. LA SESSION DES 4/5 OCTOBRE REVET DONC DESORMAIS UNE IMPORTANCE CENTRALE.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL BUDGET (27/29 JUILLET)

LE CONSEIL N'A PAS ADOPTE LE BUDGET RECTIFICATIF ET SUPPLEMEN- .
TAIRE POUR 1982 PROPOSE PAR LA COMMISSION ET SOUTENU PAR LE
PARLEMENT, SUITE AUX ECONOMIES REALISEES DANS LE CADRE DU FEOGA
'GARANTIE''. IL A PREFERE OPTER POUR LA SOLUTION DES VIREMENTS
DE CREDITS A L'INTERIEUR DU BUDGET. PAR CONSEQUENT, LA COMMISSION A ETE INVITEE A PRESENTER DES PROPOSITIONS DE VIREMENTS DE
CREDIT, ALLANT DANS LE SENS DE SON AVANT-PROJET DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE, SOIT UNE PRIORITE POUR LE FONDS SOCIAL ET POUR L'AIDE
ALIMENTAIRE.

LE CONSEIL A ADOPTE LE PROJET DE BUDGET POUR 1983. LES MINISTRES ONT LAISSE PRATIQUEMENT INTACTES LES DEPENSES OBLIGATOIRES MAIS ONT REDUIT LES AUGMENTATIONS SOUHAITEES PAR LA COMMISSION POUR LES DEPENSES NON OBLIGATOIRES, NOTAMMENT :

- POUR LA POLITIQUE SOCIALE, L'AUGMENTATION RETENUE PAR RAPPORT A 1982 EST DE 19,6 0/0 EN CREDITS DE PAIEMENTS ET DE 16,6 0/0 EN CREDITS D'ENGAGEMENT (38,4 0/0 ET 44,8 0/0 DANS L'AVANT-PRO-JET DE LA COMMISSION).
- POUR LA POLITIQUE REGIONALE, 9 0/0 POUR LES PAIEMENTS ET 8,5 0/0 POUR LES ENGAGEMENTS (33,46 ET 38,50 0/0 DANS L'AVANT-PROJET DE LA COMMISSION).

GLOBALEMENT, LE CU JEIL A AUGMENTE LES DEPENS... NON OBLIGATOIRES DE 6,7 0/0 EN ENGAGEMENTS ET DE 8,2 0/0 EN PAIEMENTS.

LORS DE SA SESSION MENSUELLE DE CETTE SEMAINE DE NOMBREUSES VOIX AU PARLEMENT SE SONT ELEVEES POUR CONDAMNER VIGOUREUSEMENT LE CONSEIL DE NE PAS SE DONNER LES MOYENS DE RELEVER LES DEFIS QUI SE POSENT A LA COMMUNAUTE PAR UN DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES STRUCTURELLES ET LA REDUCTION DU COUT DE LA PAC (EXERCICE SUR LE MANDAT DU 30 MAI).

3. ELARGISSEMENT

3.1 PORTUGAL: PREPARATION DE LA SESSION MINISTERIELLE (21.9)

LE CRP A MIS LA DERNIERE MAIN A LA PREPARATION DE LA 9EME SES-SION DE LA CONFERENCE QUI TRAITERA DES DOSSIERS PRINCIPAUX SUIVANTS : DROIT D'ETABLISSEMENT, UNION DOUANIERE ET CECA, RELA-TIONS EXTERIEURES, DROIT D'ETABLISSEMENT, FISCALITE.

LA CONFERENCE FERA AUSSI LE POINT TRADITIONNEL DE L'ETAT D'AVAN-CEMENT DES TRAVAUX QUI SOULEVE LA QUESTION DU CALENDRIER POUR LE CHAPITRE AGRICOLE.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.A CEE/USA

COMMISSION ET COREPER PREPARENT ACTIVEMENT LA PREPARATION DES DIVERS ASPECTS DE CE DOSSIER QUI CONSTITUERA UN DES PRINCIPAUX POINTS DE L'OJ DU CONSEIL TANDIS QUE SE POURSUIVENT LES CONTACTS ENTRE REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE ET L'ADMINISTRATION US.

LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP SAISIRA PROCHAINEMENT LA COMMISSION D'UN NOUVEAU ''CATALOGUE'' DES CONTENTIEUX ACTUELS ET LE PRESIDENT THORN AURA, A LA FIN DE CE MOIS, A L'OCCASION DE SON VOYAGE AUX USA, DIVERS CONTACTS AVEC L'ADMINISTRATION US.

A) ACIER

LA COMMISSION VIENT DE SOUMETTRE AU CONSEIL L'ENSEMBLE DES INSTRUMENTS DESTINES A PERMETTRE LA MISE EN OEUVRE LE 1ER OCTOBRE DE L'ARRANGEMENT NEGOCIE AU MOIS D'AOUT PAR LES VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP ET DAVIGNON. CET ARRANGEMENT VISE, ON LE SAIT, A LIMITER A 5,75 0/0 (6.4 0/0 AUPARAVANT) LA PART DE ONZE PRODUITS COMMUNAUTAIRES DANS LA CONSOMMATION APPARENTE D'ACIER SUR LE MARCHE AMERICAIN. LES RESTRICTIONS SERAIENT IMPOSEES AVEC UNE CERTAINE FLEXIBILITE POUR UNE PERIODE INITIALE DE QUINZE MOIS, JUSQU'AU 31.12.1983, ET ENSUITE POUR LES ANNEES 1984 ET 1985. L'ARRANGEMENT RESTE SUBORDONNE AU RETRAIT DE LEURS PLAINTES PAR LES SIDERURGISTES AMERICAINS.

PAR AILLEURS, LES PREMIERS CONTACTS ENTRE LES ETATS MEMBRES PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE TUBES AUX U.S.A., (ACCOMPAGNES D'UN OBSERVATEUR DE LA COMMISSION) ET L'ADMINISTRATION AMERICAINE ONT EU LIEU LE 8 SEPTEMBRE. IL EST APPARU QUE LA DISTANCE QUI SEMBLAIT SEPARER LES POSITIONS DES DELEGATIONS AVANT LA REUNION ETAIT MOINS IMPORTANTE QU'ON NE POUVAIT LE CRAINDRE MAIS NOUS SOMMES ENCORE TRES LOIN D'UNE POSITION COMMUNE.

APRES LE DEPOT LE 12 AOUT D'UN MEMORANDUM DE PROTESTATION DE LA COMMUNAUTE, DES CONTACTS BILATERAUX DES ETATS MEMBRES LES PLUS CONCERNES SE SONT MULTIPLIES, TANT ENTRE EUX QU'AVEC DES REPRE-SENTANTS DE L'ADMINISTRATION US, MAIS ON EN RESTE A UNE PHASE EXPLORATOIRE. LA COMMISSION VEILLERA, LE MOMENT VENU, AU STRICT RESPECT DES COMPETENCES COMMUNAUTAIRES, TANT DANS LE CADRE DES DIX QUE DANS LES RELATIONS AVEC LES ETATS UNIS.

4.2 LEBANON

THE ASSASSINATION ON 14 SEPTEMBER 1982 OF THE PRESIDENT-ELECT. BACHIR GEMAYEL, HAS FURTHER COMPLICATED THE FINDING OF A SOLU-TION TO THE LEBANESE CRISIS.

ALTHOUGH MR. GEMAYEL'S ELECTION WAS NOT WELCOMED IN ALL QUARTERS. HIS EXPRESSED COMMITMENT TO NATIONAL RECONCILIATION AND THE WITHDRAWAL OF FOREIGN FORCES ECHOED THE WISH OF MANY. MR. THORN SENT A MESSAGE OF CONDOLENCE IN THE NAME OF THE COMMISSION EX-PRESSING INDIGNATION AND SADNESS.

EMERGENCY AID TO LEBANON BY THE EUROPEAN COMMUNITY SINCE THE ISRAELI INVASION STANDS AT NEARLY 10 MILLION ECU, AND FURTHER GRANTS OF AID ARE UNDER CONSIDERATION. THE EUROPEAN INVESTMENT BANK IS CURRENTLY CONSIDERING THE LEBANESE REQUEST FOR A 50 MILLION ECU LOAN FOR RECONSTRUCTIOM. IN ADDITION, MEMBER STATES ARE CONTRIBUTING AID BILATERALLY.

4.3 AMERIQUE CENTRALE

PRESENTATION AU COREPER DU 16.9, POUR ADOPTION AU CONSEIL DU 20.9, D'ORIENTATIONS COMPLEMENTAIRES, CONFIRMANT LES BUTS GENE-RAUX DE L'AIDE (MONTANT DE 65 MUCE, AIDE POUR PROJETS AFIN D'A-MELIORER STRUCTURE AGRAIRE ET CAPACITE D'IMPORTATION, PRINCIPE DE LA REGIONALITE) ET PRECISANT LES PAYS PROMETTANT DEJA, A L'HEURE ACTUELLE, UNE ABSORPTION ADEQUATE DE L'AIDE ENVISAGEE (COSTA RICA, REPUBLIQUE DOMINICAINE, HONDURAS, NICARAGUA).

4.4 TUNISIE: VISITE LASRAM (8 SEPTEMBRE)

DANS LE CADRE D'UNE TOURNEE EN EUROPE, M. LASRAM, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN, EST VENU A BRUXELLES ET A EU DES ENTRE-TIENS AVEC MM. HAFERKAMP, NATALI, DAVIGNON ET PISANI. LES CON-VERSATIONS ONT ETE CONSACREES AUX PERSPECTIVES DE COOPERATION CEE-TUNISIE DANS LE DOMAINE INDUSTRIEL (RAPPROCHEMENT ENTRE ENTREPRISES, ELIMINATION DE ''GOULOTS D'ETRANGLEMENT' DANS LES ECHANGES COMMERCIAUX).

4.5 NEW ZEALAND

MR. COOPER, NEW ZEALAND MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS AND MINISTER OF OVERSEAS TRADE VISITED THE COMMISSION ON 13 SEPTEMBER 1982. MR. COOPER, WHO IS ALSO VISITING ALL THE MEMBER STATES THIS MONTH, CALLED ON PRESIDENT THORN AND HAD TALKS WITH V.P. HAFER-KAMP AND MR. DALSAGER. THE PURPOSE OF THE VISIT IS TO DISCUSS THE ISSUE OF NEW ZEALAND'S BUTTER ACCESS IN 1983 AND TO ENDEAVOR TO HAVE THE COMMISSION'S PROPOSAL ADOPTED BY THE COUNCIL AS SOON AS FEASIBLE.

4.6 ACCORDS PECHE AFRIQUE

me - in the first of the second

UN ACCORD, LE TROISIEME AVEC UN ETAT D'AFRIQUE OCCIDENTALE, A ETE PARAPHE LE 10 AOUT AVEC LA GUINEE CONAKRY. CONSTRUIT SUR LE MODELE DES ACCORDS PRECEDENTS AVEC LE SENEGAL ET LA GUINEE-BISSAU, IL PRESENTE CEPENDANT DEUX POSSIBILITES NOUVELLES:

- PAIEMENT DES DROITS DE PECHE EN NATURE PAR LES ARMATEURS COMMUNAUTAIRES.
- DEMANDE EVENTUELLE D'AUGMENTATION DU TONNAGE MOYEN DES NAVIRES COMMUNAUTAIRES DE 3000 A 5000 TJB MAXIMUM MOYENNANT UNE AUGMEN-TATION CORRELATIVE DE LA COMPENSATION FINANCIERE.

4.7 REFUGIES EN AFRIQUE

LA COMMISSION A DECIDE UNE AIDE D'URGENCE DE 10 MIO ECU (ART.

137 LOME II) REPARTIS AINSI : SOMALIE : 5 MIO

ETHIOPIE: 1,8 MIO

SOUDAN: 1,2 MIO

TCHAD : 1 MIO

ZAIRE: 0,7 MIO

ZAMBIE: 0,3 MIO.

4.8 VOYAGES OFFICIELS

DU 26 JUILLET AU 2 AOUT, M. THORN EST ALLE AU KENYA, AU MALI ET AU SENEGAL.

DU 26 AU 28 JUILLET, M. PISANI S'EST RENDU AUX ANTILLES, PUIS DU 28 AOUT AU 5 SEPTEMBRE AU SOUDAN, EN ARABIE SAOUDITE, EGYPTE, ETHIOPIE ET SOMALIE.

4.9 MANIOC : THAILANDE

DANS LE CADRE DE L'ACCORD DU MANIOC AVEC LA THAILANDE, QUI A ETE SIGNE LE 02.09.1982 PAR LE THAI MINISTRE POUR LE COMMERCE, LA COMMISSION, CONFORMEMENT AU MANDAT RECU PAR LE CONSEIL LE 19.07.1982, A CONVENU AVEC LES AUTORITES DE LA THAILANDE POUR L'ANNEE 1982 QUE LES EXPORTATIONS DE MANIOC DE CE PAYS A DESTINATION DE LA COMMUNAUTE PUISSENT COUVRIR UNE QUANTITE DE 500.000 TONNES SUPPLEMENTAIRES A CELLE PREVUE DANS L'ACCORD CONCLU (5 MIO.T.).

4.10 POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE

DANS UNE COMMUNICATION AU CONSEIL, LA COMMISSION A ARRETE SES CONCLUSIONS SUR LE MEMORANDUM FRANCAIS CONCERNANT LE RENFORCE-MENT DES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE, MEMO-RANDUM QUE NOUS AVONS EVOQUE DANS UN PRECEDENT TELEX (30 AVRIL 82) ET QUI EST CENTRE SUR LE RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE STATIS-TIQUE DES IMPORTATIONS DANS LA COMMUNAUTE ET L'INCORPORATION EVENTUELLE DANS LA LEGISLATION COMMUNAUTAIRE D'UN INSTRUMENT ANA-LOGUE A LA SECTION 301 DE LA LOI AMERICAINE SUR LE COMMERCE (1974, MODIFIEE EN 79).

SUR LE PREMIER POINT, L'AVIS DE LA COMMISSION EST FAVORABLE A

L'AMELIORATION DE LA SITUATION ACTUELLE. IL S'AGIRAIT DE RENDRE PLUS EFFICACE LE GYSTEME DE COLLECTE ET L'EXPLOITATION DES DONNEES.

POUR CE QUI CONCERNE LA SECTION 301, LA COMMISGION CONSTATE QUE CETTE DISPOSITION N'ACCROIT PAS LES POUVOIRS DONT DISPOSENT LES ETATS-UNIS DANS LE CADRE DU GATT ET QUE LA COMMUNAUTE DISPOSE DEJA EN MATIERE DE DEFENSE COMMERCIALE D'UN ARSENAL LEGISLATIF AUQUEL UNE EVENTUELLE SECTION 301 N'AJOUTERAIT QUASI RIEN. CE-PENDANT CETTE PROCEDURE AMERICAINE PERMET DE TEMOIGNER AUX MI-LIEUX INDUSTRIELS QUE LES AUTORITES SONT DISPONIBLES EN PERMA-NENCE POUR DEFENDRE LES INTERETS COMMERCIAUX DES USA PAR UN RE-COURS DIRECT POSSIBLE AU PRESIDENT LUI-MEME. IL S'AGIT DONC D'UN ASPECT PSYCHOLOGIQUE IMPORTANT.

EN CONCLUSION, ET IL S'AGIT DU POINT CRUCIAL DU DEBAT, LA COMMIS-SION RELEVE QUE L'EFFICACITE DE TOUTE MESURE COMMUNAUTAIRE EN MATIERE DE POLITIQUE ET DE DEFENSE COMMERCIALES DEPEND EN DEFI-NITIVE DE LA RAPIDITE ET DE L'EFFICACITE DE LA PROCEDURE DE PRISE DES DECISIONS PAR LE CONSEIL.

CETTE COMMUNICATION VIENT DE FAIRE L'OBJET D'UN PREMIER DEBAT AU CRP QUI A INVITE LE COMITE 113 A APPROFONDIR LA QUESTION, SURTOUT LA DEUXIEME.

4.11 PROTOCOLES FINANCIERS MEDITERRANEE

LE CRP DOIT APPROUVER LES RESULTATS DES NEGOCIATIONS AVEC L'ALGERIE ET LA TUNISIE POUR LA CONCLUSION DE NOUVEAUX PROTOCOLES FINANCIERS, BOUCLANT AINSI LES NEGOCIATIONS AVEC L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES DU SUD DE LA MEDITERRANEE.

(LE PROBLEME DES RELATIONS AVEC MALTE ET CHYPRE CONTINUE DE FAIRE L'OBJET DE REFLEXIONS AU SEIN DE LA COMMUNAUTE).

5 QUESTIONS INSTITUTIONNELLES

LE 15 SEPTEMBRE, LE PARLEMENT A COMMEMORE SOLENNELLEMENT LE 30EME ANNIVERSAIRE DE LA PREMIERE SESSION DE L'ASSEMBLEE PARLE-MENTAIRE DE LA CECA. DES DISCOURS ONT ETE PRONONCES PAR LES PRE-SIDENTS DU PARLEMENT, DU CONSEIL ET DE LA COMMISSION AINSI QUE DE M. POHER, PRESIDENT DU SENAT FRANCAIS ET ANCIEN PRESIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN.

LE DISCOURS DU PRESIDENT THORN ETAIT CONSACRE AU THEME ''L'AP-PROFONDISSEMENT DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE PASSE NECESSAIRE-MENT PAR UNE COOPERATION ACTIVE ENTRE LA COMMISSION ET LE PAR-LEMENT EUROPEEN''.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR NNNN

248455 COME UR 21877 COMEU B